

## **CHAPITRE II : ACTIVITE ECONOMIQUE ET PRIX**

L'évolution des principaux indicateurs économiques de l'année 2006 s'inscrit dans les tendances observées durant la période 2002-2005. La croissance en volume du produit intérieur brut (PIB) hors hydrocarbures gagne 0,6 point de pourcentage, les échanges extérieurs évoluent favorablement et le solde du compte courant enregistre un excédent record, le chômage continue à reculer et l'inflation est contenue à moins de 3 %. Ces évolutions positives ont eu lieu en dépit du ralentissement de la croissance de la consommation finale et celle de l'investissement.

Au cours de la période 2000-2006, l'expansion du PIB en volume et en moyenne annuelle est estimée à 4,8 %. Hors hydrocarbures la croissance atteint même 5,6 %.

Hors hydrocarbures, la croissance économique est restée vigoureuse, tirée par les secteurs du bâtiment et travaux publics (BTP) et par l'agriculture et ce, malgré le ralentissement de la croissance du secteur des services marchands pour la deuxième année consécutive.

Le produit intérieur brut en volume, hors hydrocarbures, a progressé de 5,3 % en 2006, croissance appréciable et supérieure de 0,6 point de pourcentage à celle enregistrée en 2005. La croissance des secteurs du BTP et de l'agriculture a repris avec vigueur en 2006 après les replis de l'année antérieure. L'activité du secteur des services marchands recule pour la deuxième année consécutive et le rythme de croissance de l'industrie demeure modéré et régulier.

La dépense intérieure brute progresse de 3,5 % en volume, soit à un rythme moins élevé que celui de l'année précédente (5,9 %), en raison du recul significatif de la croissance de la consommation finale des ménages et de celui, moins prononcé, de l'investissement qui, au demeurant, se maintient à un niveau élevé. La tendance baissière du chômage se confirme, impulsée

par la très forte croissance du BTP et par celle, appréciable mais en léger recul, des services marchands. Le taux de chômage a reculé de trois points de pourcentage et s'établit en septembre 2006 à 12,3 % de la population active.

L'inflation, encore modérée, est néanmoins en hausse ; en moyenne annuelle, l'indice des prix à la consommation du Grand Alger a progressé de 0,9 point, dont les exportations restent confrontées aux difficultés d'accès aux marchés des pays avancés. Les négociations dans le cadre du cycle de Doha offrent une opportunité unique de lever ces barrières protectionnistes et pces barrières protectionnistes et pn valeur (15,7 %) des exportations de biens et services, malgré leur baisse en volume de 2,6 %, et de la croissance modérée de 1,8 % de la valeur des importations, conséquence du ralentissement de l'expansion de la consommation finale des ménages et de l'investissement.

## **II.1 - PRODUCTION, DEMANDE ET CROISSANCE**

Avec la reprise de la croissance de l'agriculture, la très forte contribution du secteur du bâtiment et travaux publics, la progression de l'activité des services non marchands, le maintien à un niveau relativement satisfaisant de celle des services marchands et la hausse modérée de celle de l'industrie, la croissance en volume du produit intérieur brut hors hydrocarbures est supérieure à celle de l'année précédente (5,3 % contre 4,7 %). La croissance du PIB apparaît plus équilibrée que celle de 2005.

### **II.1.1- Evolution de l'activité**

En 2006, la croissance des secteurs hors hydrocarbures, a donc été un peu plus équilibrée qu'en 2005. Les plus fortes hausses en volume ont été réalisées par les secteurs du BTP, des services marchands et non marchands et par l'agriculture.

La croissance du secteur du BTP a gagné 4,5 points et s'établit à 11,6 % ; celle de l'agriculture s'accélère passant de 1,9 % en 2005 à 4,9 % en 2006. Les services des administrations publiques ont repris 1,1 point de croissance pour clôturer à 4,8 % et l'expansion des services marchands, qui s'est de nouveau ralentie de 0,6 point après le recul de 2,1 points en 2005,

est estimée à 5,0 %. La croissance industrielle, quoique modeste, progresse de 0,3 point pour atteindre 2,8 %.

### **Agriculture**

Les données sectorielles indiquent une augmentation de la production pour la plupart des spéculations du secteur. La production céréalière a augmenté de 13,8 % passant de 35,25 millions de quintaux en 2005 à 40,13 millions de quintaux en 2006. Les productions maraîchères, de légumes secs ainsi que celles de la viticulture et du cheptel ont évolué dans le même sens. A l'exception de la production céréalière et sur la période 2001-2005, la croissance des principales activités agricoles est continue et régulière. Les fluctuations de la production durant cette période et les baisses enregistrées en 2006 ne concernent que quelques spéculations telles que les cultures industrielles, l'oléiculture, les dattes et les viandes blanches.

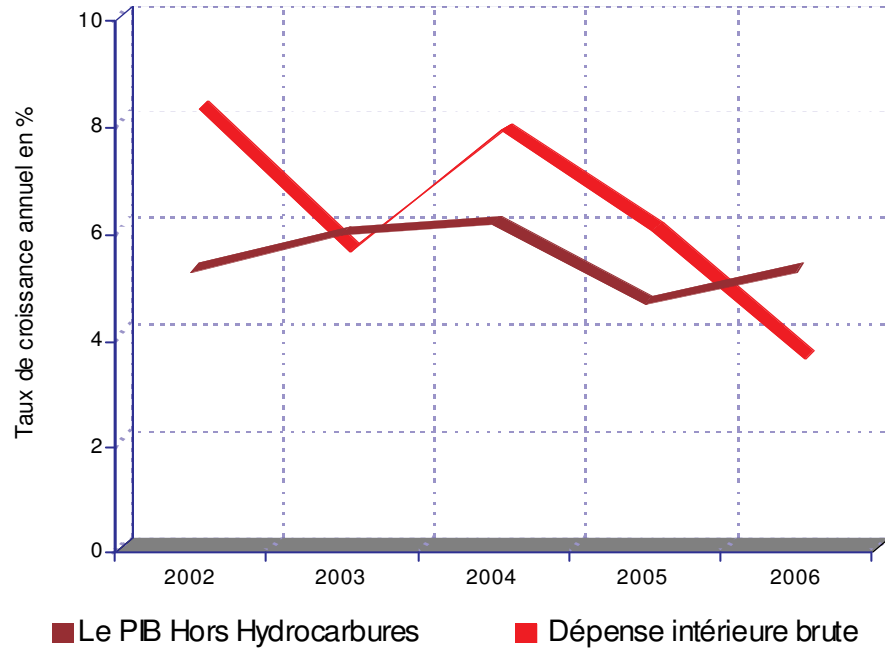
L'expansion du secteur agricole, qui contribue pour 14,2 % au PIB hors hydrocarbures en 2006, reste toujours fortement corrélée à celle de la production céréalière, du fait du poids de cette dernière dans la production agricole totale et des fluctuations de ses performances très dépendantes de la pluviométrie.

### **Bâtiment et travaux publics**

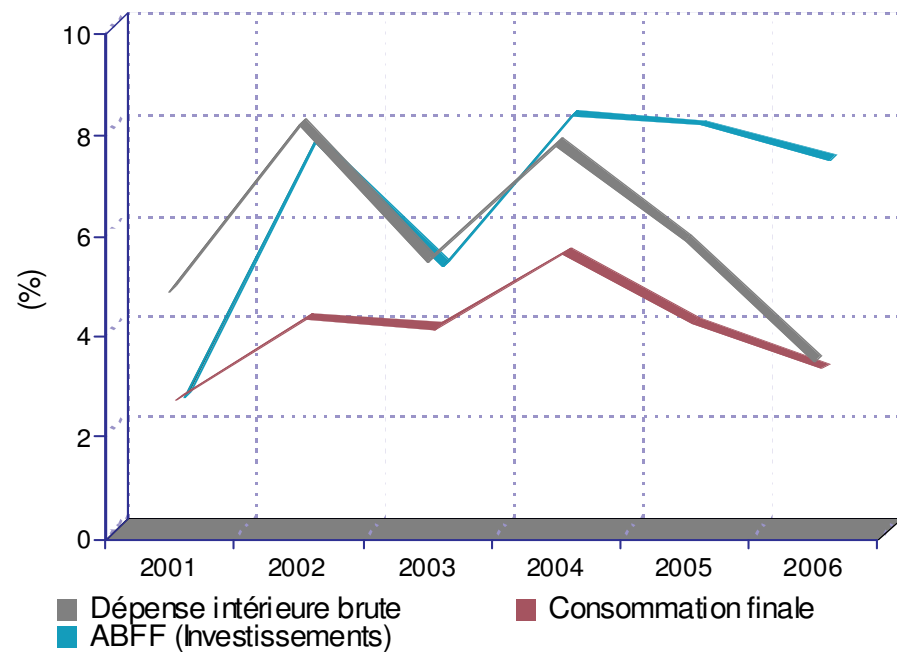
Ce secteur réalise en 2006 une croissance en volume record à hauteur de 11,6 %, la plus élevée de tous les secteurs d'activité, gagnant 4,5 points de pourcentage et portant la part de ce secteur dans le PIB de 7,5 % en 2005 à 8,2 % en 2006 (respectivement 13,6 % et 15,3 % dans le PIB hors hydrocarbures). Cette performance résulte essentiellement de l'augmentation de 23 % des dépenses d'équipement de l'Etat, l'activité du BTP générée par ces dépenses représentant plus de la moitié (55 %) du chiffre d'affaires de ce secteur. Le reste de l'activité se répartit entre la valeur ajoutée induite par les activités de services, celles générées par les travaux pétroliers (12,6 %) et par l'investissement immobilier des ménages dans l'auto construction et, enfin, du BTP des entreprises (33,9 %). La construction de logements, l'activité la plus dynamique du secteur, a enregistré une croissance de 22,7 % en volume et de 38 % en valeur.

## SECTEUR REEL

**GRAPHIQUE 3**  
**EVOLUTION DE LA DEPENSE INTERIEURE BRUTE & DU PRODUIT INTERIEUR BRUT HORS HYDROCARBURES (EN VOLUME)**



**GRAPHIQUE 4**  
**EVOLUTION DE LA DEPENSE INTERIEURE BRUTE (EN VOLUME)**



Les indicateurs conjoncturels de ce secteur, notamment la production de ciment et de matériaux de construction, corroborent son rythme élevé de croissance. En 2006, les disponibilités (production et importation) en ciment sont en hausse de 11,2 % en dépit de la baisse des importations de ce produit de près de 45 %. Il en est de même de l'expansion des disponibilités en ronds à béton dont la production a augmenté de 14,3 % et les importations de 26,1 %.

En ce qui concerne l'habitat, les livraisons de logement sont estimées à 178 000, en hausse de 34,2 %, dont 18 000 en auto construction et 77 000 logements aidés. En outre, 241 000 logements nouveaux ont été mis en chantier (hors auto-construction) en 2006 contre 333 000 l'année précédente, soit un recul en volume de plus de 27 %.

### **Services marchands**

Bien que proche de celui du PIB hors hydrocarbures, la croissance du secteur des services marchands a fléchi pour la deuxième année consécutive et s'établit à 5,0 % en 2006 contre 5,6 % en 2005 et 7,7 % en 2004. La relative rigidité de l'offre domestique de biens, le recul en volume des importations de biens (-1 %) conjugués à la structure de la production de ce secteur expliquent ce fléchissement.

En effet, la production du secteur des services marchands indique que les transports et communications et le commerce représentent 86 % de sa valeur ajoutée. La stagnation des importations de marchandises s'est donc traduite par un léger repli de la croissance de la valeur ajoutée en volume du secteur et, en particulier, de celle du commerce qui n'a progressé que de 3,2 %.

### **Industrie**

Parallèlement aux autres secteurs hors hydrocarbures qui ont tous enregistré une croissance forte ou appréciable, l'expansion de l'industrie, quoique modérée, gagne 0,3 point de pourcentage et clôture l'année 2006 à 2,8 %. Mais sa contribution à la formation de la richesse nationale, y compris hors hydrocarbures, recule d'année en année. La part de sa valeur ajoutée dans le PIB

hors hydrocarbures a régressé de 9,9 % en 2004, 9,7 % en 2005 pour finir à 9,4 % en 2006.

L'évolution des secteurs d'activité de l'industrie publique est inégale et contrastée. Au cours de la période 2001-2006, les industries publiques de l'eau, de l'énergie et des mines et carrières ainsi que les industries du secteur privé ont enregistré une croissance positive et significative. La production industrielle manufacturière publique, quant à elle, décline régulièrement.

## **Hydrocarbures**

Le secteur des hydrocarbures a évolué en 2006 dans un contexte de forte augmentation des prix à l'exportation et de disparité des performances de ses différentes activités de production qui a conduit, en définitive, à la stagnation de la production de ce secteur.

Les prix à l'exportation du pétrole brut ont augmenté de 20,5 % passant d'une moyenne annuelle de 54,6 dollars le baril en 2005 à 65,8 dollars en 2006. En dépit de la stabilité de la production globale, la valeur ajoutée du secteur à prix courants s'est accrue de 15,7 % portant sa part dans le PIB de 44,7 % à 46,3 % en 2006. De façon analogue, les exportations des hydrocarbures ont progressé de 17,6 % malgré leur baisse en volume de 3,2 %. En revanche, la production destinée au marché intérieur, soutenue par l'augmentation de la demande, a évolué plus favorablement.

Les performances inégales concernent autant les productions d'hydrocarbures liquides et gazeux que les divers produits exportés. La production de pétrole brut a progressé de 1,8 % et les quantités de pétrole brut raffinées ont augmenté de près de 7,3 %. Par contre, les productions de condensât et de gaz naturel ont diminué respectivement de 6,4 % et 1,5 %.

Au total, l'activité économique hors hydrocarbures en 2006 connaît un dynamisme certain. La croissance économique apparaît plus équilibrée que par le passé. Elle demeure cependant fragile car essentiellement impulsée par l'expansion du secteur du

BTP, elle-même encore dépendante des considérables dépenses d'équipement de l'Etat.

## **II.1.2 - Production industrielle**

Les prévisions de clôture relatives à la valeur ajoutée, indiquent que la croissance en volume de l'industrie hors hydrocarbures est de 2,8 % en 2006, en légère hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à l'année précédente.

Les données de l'Office National des Statistiques affichent un repli de 0,3 % de la production industrielle du secteur public. Après cinq années de faible croissance (de 0,4 % à 1,6 % par an), la production industrielle publique régresse en 2006 alors qu'elle progressait de 1,6 % en 2005.

Hors hydrocarbures, le recul de la production est légèrement plus modéré à hauteur de 0,2 % alors que l'industrie manufacturière accuse un repli important de 2,2 %.

La production industrielle du secteur public demeure toujours en deçà de son niveau de 1989 avec un indice général de 88,4 points. L'industrie hors hydrocarbures ne dépasse guère les 3/4 de son niveau de l'année de base et le recul de l'industrie manufacturière publique est encore plus prononcé, son indice se réduisant à 58,7 points.

Seuls quatre des onze secteurs d'activité industrielle ont enregistré une hausse de leur production : mines et carrières, énergie, bois et papiers, industries sidérurgiques et métalliques.

La plus forte hausse (15,1 %) relève du secteur des mines et carrières, croissance tirée par la forte expansion de l'extraction de minerais de phosphate (48,7%), de fer (24,1%) et de sel (21,5%). Par contre, la production des minerais non ferreux est quasiment nulle alors qu'elle avait plus que doublé en 2005 (148,9 %).

Le secteur de l'énergie progresse de 3,4 % et confirme sa croissance régulière et continue. La production d'énergie a augmenté de près de 40 % depuis l'année 2000. Les ventes d'énergie élec-

trique se sont accrues de 4,5 % en 2006 à hauteur de 28615 gWh, hausse générée essentiellement par la croissance de la demande en énergie de moyenne tension (8,2 %). La forte demande de gaz de moyenne et basse pressions, qui ont toutes deux progressé de 11 %, a tiré la forte croissance (7,9 %) des ventes.

L'industrie du bois, du papier et de l'imprimerie est le 3<sup>ème</sup> secteur dont la production est en hausse. Elle croît de 2,9 % après trois années successives de forte baisse dont la plus ample est celle de l'année 2005 avec un recul de 17,9 %. Le niveau de la production ne représente plus que le quart de celui de l'année de base. Ce secteur progresse grâce au dynamisme de la fabrication et de la transformation du papier dont la hausse est estimée à 15,6 %. Il convient de relever l'important recul de la production de l'industrie du liège (32,7 %) après sa forte baisse (47,3 %) de l'année précédente.

Le secteur sidérurgique, métallurgique et mécanique continue à se redresser. Sa production progresse modérément de 1,3 % suite à la forte reprise du second semestre (7,4 % et 6,9 % en glissement annuel au 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestre). Malgré cette forte croissance du second semestre, l'indice annuel moyen de ce secteur (72,7 points) est en recul par rapport à son niveau de l'année 2004 (74,7 points). La progression modérée de l'indice est tirée par trois branches dont la mécanique de précision qui croît de 78,7 %, la construction mécanique qui gagne 27,3 % et, dans une moindre mesure, par la sidérurgie qui progresse de 12,5 %. Deux branches ont enregistré des chutes considérables de leur production : la fabrication de biens de consommation mécaniques qui a perdu 38,2 % et celle des biens d'équipement mécaniques qui a regressé de 25,6 %.

Pour la première fois depuis une décennie, il est enregistré une baisse de la production du secteur des hydrocarbures de 0,7 %, essentiellement due au recul de 4,7 % de la liquéfaction du gaz naturel alors que la branche raffinage progresse de 1,3 % et que la production de pétrole brut et de gaz naturel demeure quasiment stable (-0,1 %).

Les industries publiques du cuir et des textiles continuent à décliner en raison d'une part, de la diminution du nombre d'entreprises publiques du fait de la privatisation de certaines d'entre elles et d'autre part, de la sévère concurrence des produits importés qui réduit leur part de marché.

Après l'important repli de 18,3 % en 2005, la production de la branche du cuir a encore fléchi de 15,9 % en 2006 et son niveau ne représente plus que 9,2 % de ce qu'il était en 1989. Les deux activités de ce secteur, tant la fabrication de biens intermédiaires que de biens de consommation, sont en forte baisse à des taux respectifs de 14,4 % et de 17,3 %.

La production de textiles, quant à elle, a reculé de 14,0 % et son indice est estimé à 23 points, soit moins du quart de son niveau de l'année de base. Comme le marché des produits en cuir, celui des textiles est très concurrentiel et les entreprises locales, tant publiques que privées, éprouvent les plus grandes difficultés à écouler leurs produits.

Après deux années successives de croissance forte avec 8,8 % en 2004 et 7,0 % l'année suivante, le secteur des matériaux de construction subit un recul significatif de sa production (3,8 %) en 2006. Exceptées la fabrication du verre qui progresse substantiellement (20,2 %), croissance qui efface la mauvaise performance de l'année précédente (-8,9 %), et celle de liants hydrauliques qui réalise une croissance notable (3,2 %), les performances de toutes les autres branches déclinent et notamment la fabrication de produits rouges qui perd plus du quart de sa production antérieure (26,6 %) malgré la forte demande du secteur du bâtiment et des travaux publics dont la valeur ajoutée a gagné 11,6 % en volume.

La production du secteur de la chimie continue à être contrastée. Elle évolue en dents de scie, une année de croissance succédant à une année de baisse. En 2006, le fléchissement de la production est estimé à 3,1 %.

Cette évolution est due à la chute de la production des résines synthétiques qui a reculé de 46,6 %, baisse qui succède, il est

vrai, à l'expansion exceptionnelle de l'année précédente au cours de laquelle la production avait quadruplé. Trois autres branches ont enregistré une croissance significative, notamment la chimie organique de base et la fabrication de biens intermédiaires dont les productions ont progressé respectivement de 22,6 % et 18,0 %. Trois autres branches ont réalisé de mauvaises performances : la fabrication des résines, des peintures et des produits pharmaceutiques ; les productions de ces deux dernières branches ont enregistré des baisses supérieures à 3,6 %. Il convient de souligner que la production pharmaceutique enregistre sa seconde baisse consécutive, mais son niveau reste élevé à 166,3 points.

Pour la 4<sup>ème</sup> année consécutive, la production de la filière agroalimentaire publique recule. La baisse de production est estimée à 7,6 % après trois années successives de déclin à des taux annuels moyens supérieurs à 10 %. Cette filière agroalimentaire publique a perdu les 2/3 de sa capacité de production. L'évolution globale négative du secteur est induite par la sévère baisse de la production de corps gras (52,1 %) et par l'important recul de la production d'aliments de bétail (28,6 %) et de conserves de fruits et légumes (23,0 %). Seules les deux branches de la fabrication de sucre et de boissons se sont distinguées avec des hausses respectives de 27,1 % et de 14,4 %.

Si, globalement, les secteurs industriels public et privé réalisent une expansion modérée de leur valeur ajoutée, la hausse estimée à 2,8 % en volume, cette croissance demeure très en deçà du potentiel que recèle l'économie nationale. Le secteur industriel, encore entravé par des rigidités, ne semble pas suffisamment réactif pour profiter des considérables dépenses d'investissement de l'Etat.

L'impératif de modernisation et de renforcement de l'outil industriel, public et privé, par la mise en place des conditions organisationnelles indispensables à la reprise vigoureuse de l'investissement, est plus que jamais d'actualité pour que la croissance forte de ces dernières années, impulsée par les dépenses budgétaires, bénéficie plus amplement à l'expansion de l'industrie nationale. Ce qui implique d'orienter la stratégie industrielle

vers la construction et le développement d'un tissu industriel dense, s'appuyant en priorité sur la mobilisation et la transformation de l'épargne intérieure pour le financement de la petite et moyenne entreprise et aussi de projets industriels structurants et d'envergure.

### **II.1.3 - Demande**

En 2006, la dépense intérieure brute a progressé de 3,5 % en volume, en repli de 2,4 points de pourcentage par rapport à l'année 2005. L'effort d'investissement s'est poursuivi mais à un rythme moins élevé que celui de l'année précédente; sa croissance ayant diminué de 0,7 point pour atteindre 7,2 % après le léger recul de 0,2 point enregistré en 2005.

L'accroissement à hauteur de 14,1 % de l'accumulation brute de fonds fixes en valeur a porté le poids de l'investissement dans la dépense intérieure brute de 29,1 % en 2005 à 31,3 % en 2006, soit une progression annuelle de 2,2 points. Les dépenses d'investissement de l'Etat, estimées à 992,2 milliards de dinars en 2006 contre 806,9 milliards en 2005, ont augmenté de 23 %. Cependant, ces dépenses représentent à peine 40,6 % des 2116 milliards de crédits autorisés par la loi des finances 2006.

La consommation finale, quant à elle, a perdu 0,9 point de croissance pour s'établir à 3,2 % contre 4,1 % l'année précédente. Ce fêchissement résulte des évolutions opposées de la consommation des ménages qui a perdu 2,2 points de pourcentage pour s'établir à 2,6 % et de la consommation finale des administrations publiques qui a plus que doublé avec un taux de croissance de 4,8 %.

Les exportations de biens et services hors hydrocarbures, bien qu'elles aient progressé de 10,7 % pour s'établir à 237,4 milliards de dinars demeurent modestes et contribuent peu à la croissance économique.

Les importations augmentent en valeur de 1,8 % à hauteur de 1853 milliards de dinars mais accusent un léger repli de 1,5 % en volume. Selon les catégories de produits, les importations de

biens d'équipement industriels et agricoles ont enregistré une légère baisse de 0,9 % après leur forte croissance de 16,5 % de l'année précédente. Il en est de même des importations de biens de consommation non alimentaires dont le repli est estimé à 3 %. Par contre, les importations de demi produits ont très fortement progressé de 21 %, soit une expansion de plus de 50 % en trois ans. Enfin, les achats de biens alimentaires augmentent modérément de 3,1 %.

Il résulte de la croissance différenciée des composantes de la dépense intérieure brute, une évolution contrastée de la croissance des différents secteurs d'activité : la forte augmentation de l'investissement public a stimulé l'expansion du BTP mais n'a pas eu d'impact significatif sur la croissance de la production industrielle manufacturière ; la stagnation des importations, en particulier de celle des biens de consommation, s'est répercutée négativement sur l'expansion des services marchands.

Au total, la croissance plus modérée de la demande finale des ménages s'est traduite par une légère décélération de l'inflation mesurée par la hausse de 1,8 % de l'indice national des prix à la consommation.

## **II.2 - EVOLUTION DES PRIX**

En 2006, l'inflation a été contenue ; les prix à la consommation et les prix à la production industrielle ont progressé modérément et la désinflation entamée l'année précédente s'est poursuivie en 2006.

La hausse annuelle moyenne des prix de détail mesurée par l'indice national des prix à la consommation est estimée à 1,8 % en 2006.

Pour la seconde année consécutive, le rythme de la hausse des prix ralentit ; il passe de 4,6 % en 2004 à 1,9 % l'année suivante et perd 0,1 point de pourcentage en 2006.

Alors que la désinflation se poursuit au niveau national, la hausse des prix à la consommation dans le Grand Alger progresse de

0,9 point de pourcentage pour atteindre 2,5 % en moyenne annuelle.

Les prix de gros des fruits et légumes ont enregistré une forte progression en 2006. La hausse des prix est estimée à 5,9 % en moyenne annuelle. Alors que les prix des fruits frais évoluaient à la baisse (1,8 %), ceux des légumes frais progressaient de 2,3 %.

Quant aux prix de la production industrielle, il est observé en 2006 un net ralentissement de l'inflation après quatre années d'accélération de la hausse des prix à la production industrielle des deux secteurs public et privé.

En moyenne annuelle, l'indice des prix hors hydrocarbures du secteur public a progressé de 2,4 % en repli de 1,1 point de pourcentage et l'indice général des prix du secteur industriel privé a augmenté de 1,9 % en 2006 contre 2,2 % l'année précédente. En outre les prix à la production industrielle de l'industrie manufacturière des secteurs public et privé, augmentent tous deux au même taux de 1,9%, convergence qui reflète l'unification des marchés.

## **II.2.1 - Prix à la production industrielle**

Les prix à la production industrielle sont en hausse mais l'inflation est en nette ralentissement par rapport à l'année 2005.

En 2006, l'indice des prix hors hydrocarbures du secteur public a progressé de 2,4 % contre 2,2 % l'année précédente et quant aux prix des produits industriels du secteur privé, ils ont augmenté de 2,4 % contre 3,5 % en 2005.

L'indice des prix hors hydrocarbures du secteur public a atteint 973,3 points au 4<sup>ème</sup> trimestre et un indice annuel moyen estimé à 965,6 points pour l'année 2006. En moyenne, depuis l'année 2000, les prix à la production industrielle du secteur public ont augmenté de 3,5 % par an et ceux du secteur privé ont progressé modérément au rythme annuel de 1,0 % au cours de la même période de six ans.

L'évolution annuelle moyenne des prix des diverses branches industrielles publiques a été très contrastée depuis 2000. Alors que les ISMME se distinguent par une inflation annuelle moyenne très élevée de 3,7 %, les prix de l'industrie textile sont demeurés stables et ceux des branches matériaux de construction et industries agro-alimentaires ont progressé à un rythme modéré de 1,2 % et 1,5 % respectivement.

En 2006, le rythme annuel moyen de la hausse des prix de l'industrie publique est à son plus bas niveau depuis l'année 2001, année au cours de laquelle les prix avaient progressé de 4,0 % et pour la première fois depuis cette même année, la hausse des prix du secteur privé décroît après avoir atteint un maximum de 2,2 % en 2005.

Les taux d'inflation des deux secteurs se rapprochent l'un de l'autre et le différentiel d'inflation, à l'avantage du secteur privé, qui était de 3,7 points en 2001 s'est réduit à 0,5 point de pourcentage seulement.

Sept des dix secteurs d'activité du secteur public ont enregistré des hausses de prix dont les plus élevées sont celle de l'énergie estimée à 10,7 % et celle des produits des industries sidérurgiques et métallurgiques (ISMME) qui a atteint 3,7 %. La croissance des prix des cinq autres secteurs demeure modérée ; elle est inférieure à 2,0 %.

Pour la seconde année consécutive, des baisses de prix ont été enregistrées dans deux secteurs d'activité. Les prix des produits des mines et carrières ont baissé de 2,7 % et ceux du secteur des cuirs et chaussures ont reculé de 0,2 %.

Les prix de l'énergie continuent à progresser (10,7 % en 2006) et la hausse s'accélère. Elle est cinq fois plus élevée que la hausse moyenne des prix des industries manufacturières ; cette évolution s'expliquant partiellement par l'augmentation des prix des consommations intermédiaires de ce secteur et par le coût élevé de ses investissements. L'indice des prix de l'énergie est estimé à 1160,1 points, reflétant une augmentation de 33,7 % depuis l'année 2000, correspondant à une hausse annuelle moyenne 5 %.

La seconde plus forte inflation de l'industrie publique en 2006, est celle du secteur des ISMME dont les prix ont progressé de 3,7 %, rythme encore élevé, mais en net ralentissement par rapport à la forte hausse de l'année précédente estimée à 9,8 %.

En six ans, l'inflation cumulée dans le secteur des ISMME est estimée à 36,9 % (5,12 % par an), soit la hausse de prix la plus élevée de toute l'industrie publique.

En 2006, l'inflation dans ce secteur qui compte treize branches, a été essentiellement générée par les hausses des prix, supérieures à 5 %, de trois d'entre elles. En premier lieu, la transformation des métaux non ferreux qui enregistre une augmentation à deux chiffres estimée à 62,9 % en raison de l'envolée des prix mondiaux des métaux non ferreux (aluminium, cuivre et zinc). En second lieu, la fabrication des biens d'équipement métalliques dont les prix progressent de 7,4 % et enfin, la mécanique de précision qui enregistre une augmentation de 5,7 %.

L'inflation dans les autres branches des ISMME est inférieure à 2,3 % et deux baisses de prix ont été observées dans la branche de la construction mécanique (2,6 %) et dans celle de la construction métallique (1,0 %).

De nouveau, les prix du secteur de la chimie évoluent modérément. En 2006, ils ont progressé de 2,0 % contre 5,1 % en 2005. L'inflation dans ce secteur est en net ralentissement et retrouve sa tendance des années antérieures.

La hausse est essentiellement due à la forte augmentation (8,5 %) des prix des produits de la chimie organique de base et dans une moindre mesure à la hausse des prix des résines et matières plastiques synthétiques (3,0 %). Ces derniers sont demeurés remarquablement stables durant les trois dernières années.

Les prix des produits des autres branches de la chimie ont évolué modérément avec des hausses inférieures à 2,4 % ou sont demeurés stables comme ceux des produits pharmaceutiques et des engrais.

Après la légère baisse de 0,1 % enregistrée en 2005, les prix des produits de l'industrie agro-alimentaire ont augmenté de 1,5 % en 2006. Cette hausse est induite en partie par l'augmentation des coûts des consommations intermédiaires de la branche, notamment de l'énergie et des produits agricoles frais.

La forte hausse des prix des produits de l'industrie du sucre (28,1 %) et l'augmentation de 10,3 % des prix des conserves de fruits et légumes sont à l'origine de l'inflation du secteur agro-alimentaire. La forte augmentation des prix de l'industrie sucrière ne semble pas être en rapport avec l'évolution des prix mondiaux de la matière première, la tonne de sucre brut ayant perdu 113 dollars (31,5 %) au cours du 2<sup>ème</sup> semestre 2006.

Les prix de cinq autres branches sont demeurés stables et deux baisses de prix ont été enregistrées pour les produits des branches des corps gras (2,1 %) et des boissons non alcoolisées (0,4 %).

Après le repli de 2,8 % au cours de l'année 2005, les prix des matériaux de construction et du verre sont de nouveau en hausse modérée en 2006. Ils ont progressé de 1,2 %, malgré l'expansion de la demande induite par les considérables investissements de travaux publics et de construction de logements. Depuis l'année 2000, les prix de ce secteur d'activité ont progressé modérément au taux annuel moyen de 1,45 %.

La hausse de l'indice est essentiellement due au renchérissement de 4,7 % des produits de la branche de la fabrication des produits en ciment, alors que les prix des liants hydrauliques, dont le ciment, sont demeurés quasiment stables (+0,4 %). Les prix des deux autres branches, la fabrication de produits rouges et l'industrie du verre, ont fléchi légèrement, respectivement de 0,3 % et de 0,6 % ; l'industrie du verre enregistrant ainsi la 3<sup>ème</sup> baisse annuelle consécutive.

La désinflation se poursuit dans le secteur de production du bois et du papier. La hausse des prix de 0,8 % observée en 2006 reste la plus faible depuis quatre ans. Depuis l'année 2000, on estime l'inflation annuelle moyenne de la période à 2,97 %, rythme plus faible que le rythme moyen de l'industrie publique (3,57 %).

La hausse des prix des produits de ce secteur est exclusivement le fait de la branche “ameublement” ; l'inflation y est estimée à 8,8 %. Les prix des trois autres branches sont soit stables soit en repli. La hausse des prix des produits de l'industrie du liège est nulle et les prix de la transformation du papier ainsi que de la menuiserie générale reculent respectivement de 0,9 % et de 0,2 %. Il faut souligner le net ralentissement de l'inflation dans cette dernière branche dont les prix avaient progressé à des taux annuels supérieurs à 10 % au cours des deux années précédentes.

Pour le secteur de l'industrie textile, on observe aussi un ralentissement de l'inflation. Les prix, quasiment stables en 2006 ont progressé de 0,2 % contre 0,9 % l'année précédente et 2,7 % en 2004. En moyenne, les prix des produits textiles ont baissé de 0,1 % par an depuis six ans. Comme au cours de l'année 2005, les prix des produits des deux branches du secteur évoluent en sens opposés. Alors que les prix des biens intermédiaires augmentent de 0,5 %, ceux des biens de consommation, soumis à une forte concurrence, fléchissent de 0,2 % après avoir baissé de 3,5 % en 2004.

Avec une baisse de 0,2 % en 2006, l'indice des prix des produits du secteur du cuir et de la chaussure qui avait augmenté de 6,6 % l'année précédente, indique la plus faible inflation depuis 4 ans. Dans ce secteur, les prix des biens intermédiaires sont restés stables, avec une variation nulle de l'indice et ceux des biens de consommation ont baissé de 0,4 %.

La désinflation se poursuit dans le secteur des mines et carrières. Pour la première fois depuis plus de dix ans, en 2006, les prix accusent une baisse de 2,7 %. Cette évolution confirme la tendance au ralentissement de l'inflation observée l'année précédente. La hausse des prix de 2,9 % enregistrée en 2005 est en net recul par rapport à celles des années précédentes (7,2 % en 2003 et 2004). En moyenne annuelle, sur une période de six ans, les prix de ce secteur d'activité ont augmenté de 4,9 %.

Cette évolution favorable de l'indice est due aux fortes baisses des prix à la production des phosphates et du minerai de fer, de 12,4 % et 7,8 % respectivement.

En 2006, les prix à la production industrielle du secteur privé ont augmenté de 1,9 % et ceux des industries manufacturières ont progressé au même rythme.

En moyenne et en six ans, les prix à la production du secteur industriel privé ont augmenté de 0,98 % par an, soit 2,4 points de pourcentage de moins que ceux du secteur public.

Du fait de l'unification progressive des marchés, l'évolution des prix à la production du secteur industriel privé tend, de plus en plus, à rejoindre celle de l'industrie publique. Alors que l'inflation annuelle moyenne dans le secteur privé a toujours été inférieure à celle du secteur public, le différentiel s'amenuise et, en 2006, il n'est plus que de 0,1 point de pourcentage.

Si au cours de la période 2000-2003, la hausse annuelle moyenne des prix du secteur industriel privé a toujours été inférieure à 0,6 % et parfois négative, depuis 2004, elle est supérieure à 1,5 %.

Au cours de la période 2000-2006, en moyenne annuelle, les prix à la production industrielle ont augmenté dans six des neuf secteurs d'activité et la plus forte hausse (3,24 %) a été enregistrée dans le secteur des industries sidérurgique et métallurgique (ISMME).

Une hausse considérable à deux chiffres (11,8 %) des prix des produits du secteur des ISMME du secteur industriel privé est observée alors que l'inflation reste contenue dans les autres branches. Les prix dans les deux secteurs d'activité de l'industrie textile et des industries diverses se sont repliés, respectivement de 0,9 % et de 2,2 % et la hausse dans les autres branches est inférieure à 2,2 %.

Par rapport à 2005, exceptés les deux secteurs des ISMME et des mines et carrières pour lesquels le rythme de l'inflation s'est accéléré, les prix de toutes les autres activités sont en désinflation. Ainsi, la tendance baissière des prix de l'industrie textile privée, la plus exposée à la concurrence, se confirme. De 6 % de hausse en 2003, l'inflation a été contenue à 0,4 % en 2005 et elle est devenue négative (0,9 %) en 2006.

En 2006, on enregistre donc un net ralentissement de l'inflation dans les deux secteurs industriels public et privé et leurs rythmes de hausse sont quasiment identiques. Néanmoins, le niveau général des prix du secteur public est beaucoup plus élevé.

Depuis l'année de base, les prix du secteur public ont quasiment décuplé alors que, pour la même période, ceux du secteur privé ont quadruplé, différence de rythmes qui s'explique en partie par la quasi-disparition des prix administrés.

## **II.2.2 - Evolution des prix à la consommation**

Les prix de détail, mesurés par l'indice des prix à la consommation, ont augmenté de 1,8 % en moyenne annuelle au cours de l'année 2006. La hausse des prix dans la capitale (Grand Alger) de 2,5 %, dépasse de 0,7 point de pourcentage la moyenne nationale.

En décembre 2006, l'indice national, base 100 en 1989, a atteint 664,0 points et celui du Grand Alger s'est établi à 625,8 points. Alors que l'inflation moyenne nationale a baissé de 0,1 point de pourcentage par rapport à 2005 (1,8 % contre 1,9 %), celle du Grand Alger s'est accélérée et a dépassé de 0,9 point de pourcentage son rythme de l'année précédente (2,5 % contre 1,6 %).

Le niveau de l'indice national des prix de 2006 indique la plus faible inflation annuelle depuis 2001 ; l'inflation en 2006 a reculé de 2,8 points de pourcentage par rapport à son niveau de 2004 (4,6 %). Malgré une hausse plus élevée que la moyenne nationale, la variation des prix enregistrée dans le Grand Alger est également nettement inférieure au taux de 3,6 % enregistré en 2004.

L'évolution mensuelle des prix de détail est très contrastée. Malgré un second trimestre marqué par une hausse significative succédant à la baisse du 1<sup>er</sup> trimestre, la tendance générale du premier semestre est baissière ; par contre, celle du second semestre est haussière et tous les indices mensuels du second semestre croissent.

A fin juillet 2006, l'indice national est estimé à 639,6 points en baisse de 4,8 % par rapport à janvier 2006 et l'indice du Grand Alger perd 4,3 % au cours de la même période passant de 632,1 à 604,9 points.

Au cours du second semestre 2006, un retournement de conjoncture se traduit par la hausse continue et significative de l'indice des prix. Les prix de détail ont ainsi progressé de 7,19 % entre juillet et décembre 2006, portant l'indice national à 685,6 points. Au cours de la même période, l'indice du Grand Alger qui atteint 647,5 points en décembre 2006 enregistre une hausse comparable de 7,04 %.

En dépit de cette évolution défavorable au second semestre, le niveau général des prix en décembre 2006, aussi bien dans le Grand Alger qu'au niveau national, ne progresse que de 2,44 % par rapport à janvier. Au cours des dix premiers mois de l'année, le niveau général des prix est demeuré inférieur à celui de janvier 2006.

Les glissements annuels de l'indice national et de l'indice du Grand Alger, négatifs au début de l'année (février et mars), sont devenus positifs en avril et ont suivi une tendance haussière culminant à 5,6 % en octobre pour décroître ensuite à 4,4 % pour les deux indices. Dix des douze glissements annuels estimés en 2006 ont été positifs et croissants durant huit mois consécutifs (avril à octobre pour le Grand Alger).

L'évolution de la moyenne mobile annuelle de l'indice du Grand Alger révèle parfaitement le retournement de tendance. Décroissante depuis août 2004 et durant 24 mois, passant de 4,4 % en août 2004 à 0,6 % en juin 2006, cette moyenne mobile a commencé à croître régulièrement depuis, pour atteindre 2,5 % en décembre 2006.

Selon le décile de revenu, les indices enregistrent des variations de prix positives pour toutes les catégories. La plus forte inflation est estimée à 4,5 % pour le premier décile et la plus faible à 1,9 % pour le dixième décile.

La hausse en moyenne annuelle des neuf premiers déciles est plus élevée que la hausse moyenne (2,5 %). Seule celle du dixième décile (1,9 %) est inférieure à l'inflation annuelle moyenne.

L'inflation a été élevée pour les catégories de faible revenu. Ainsi la hausse des prix pour le premier et le second décile est estimée respectivement à 4,5 % et 3,5 % soit 2 points de plus que l'inflation moyenne pour le premier et 1 point pour le second.

Cette dispersion des taux moyens provient des différences substantielles entre les pondérations de chaque produit selon les déciles de revenu. Le poids du groupe alimentaire qui a connu la plus forte inflation, passe de 66,0 % pour le premier décile (la strate de revenu le plus faible) à 34,5 % pour le dixième décile.

Pour la seconde année consécutive, et contrairement aux années précédentes, pour lesquelles l'inflation pour le 1<sup>er</sup> décile était la plus faible, la hausse des prix pour ce décile est, cette année encore, la plus élevée (4,5 %) et dépasse la hausse moyenne de 2 points de pourcentage.

L'inflation a donc été plus vivement ressentie par les couches sociales les plus pauvres et à un moindre degré par les classes moyennes (+0,5 point pour les 7<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> déciles).

L'inflation analysée selon les diverses catégories de produits indique une forte dispersion de l'évolution des prix de détail. Les indices de six des huit groupes de produits sont en hausse alors que des baisses de prix pour deux catégories sont enregistrées.

L'indice du Grand Alger indique une baisse de prix de 0,3 % pour les deux groupes "habillement" et "meubles et ameublement" alors que l'indice national relève deux baisses pour deux autres catégories, soit un recul de 1,3 % des prix du groupe "éducation et culture" et une baisse de 0,1 % pour le groupe "transport et communication".

Les marchés de ces quatre groupes de produits sont très concurrentiels en raison de l'abondance de l'offre d'origine nationale ou étrangère.

Les deux hausses de prix les plus importantes, sont le fait des deux groupes de produits. L'indice national des prix du groupe "loyers et charges" a progressé de 3,6 % et celui du groupe "alimentaire" a augmenté de 2,3 %. Leurs variations pour le Grand Alger sont respectivement de 3,2 % et 4,2 %.

Encore élevé, le rythme de croissance des prix des loyers s'est considérablement ralenti par rapport à l'année 2005 ; la hausse des loyers et charges avait alors atteint 13,5 % au niveau national et 13,4 % pour l'indice du Grand Alger.

L'inflation pour ce groupe de produits retrouve en 2006 un rythme proche de celui des années 2001-2004.

Alors qu'en 2005 les prix des produits du groupe "alimentation" sont demeurés quasiment stables en moyenne annuelle avec une hausse de 0,2 %, ils ont progressé de 2,3 % au niveau national et de 4,3 % dans la capitale en 2006.

Cette hausse est générée essentiellement par la forte progression (6,0 %) des prix des produits agricoles frais qui représentent 28,9 % de l'indice. Alors que les prix des fruits frais, du poisson et de la volaille sont en baisse, ceux de la pomme de terre progressent de 58 % et les prix des légumes frais augmentent de 7,2 %. L'évolution des prix de la pomme de terre est due à la faiblesse de l'offre, probablement en relation avec le recul des cours constaté de l'année 2005 (18,3 %) et de l'insuffisante régulation du marché de ce bien de large consommation.

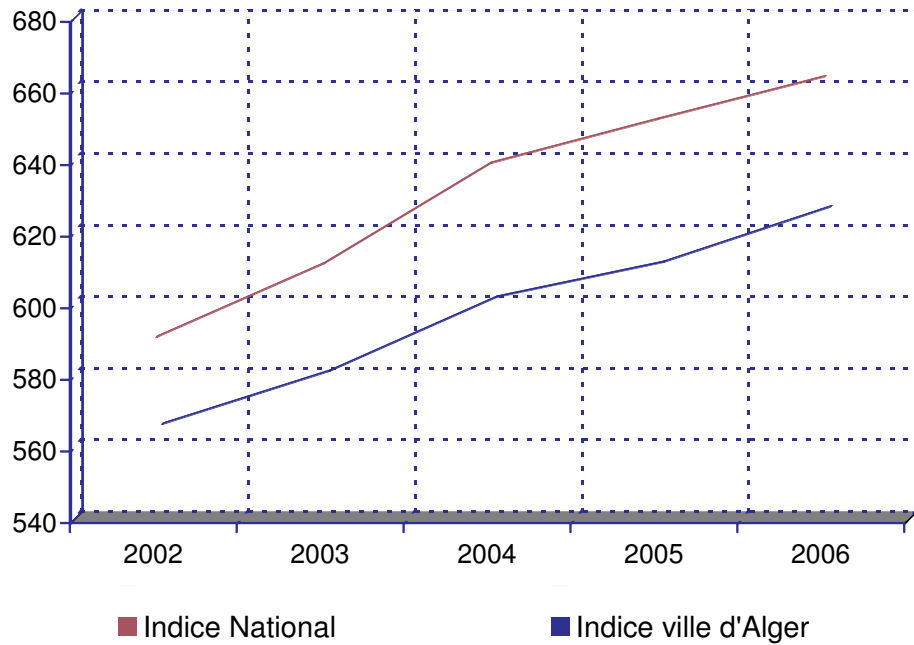
En 2006, la hausse des prix des produits alimentaires industriels s'est subitement accélérée pour atteindre 2,5 % alors qu'elle était depuis l'année 2000, soit négative soit inférieure à 0,8 %.

Cette année encore, l'évolution des prix des biens manufacturés reste modérée. Ils sont quasiment stables avec une hausse de 0,2 %. Le rythme de l'inflation de cette catégorie de biens est en

## PRIX A LA CONSOMMATION

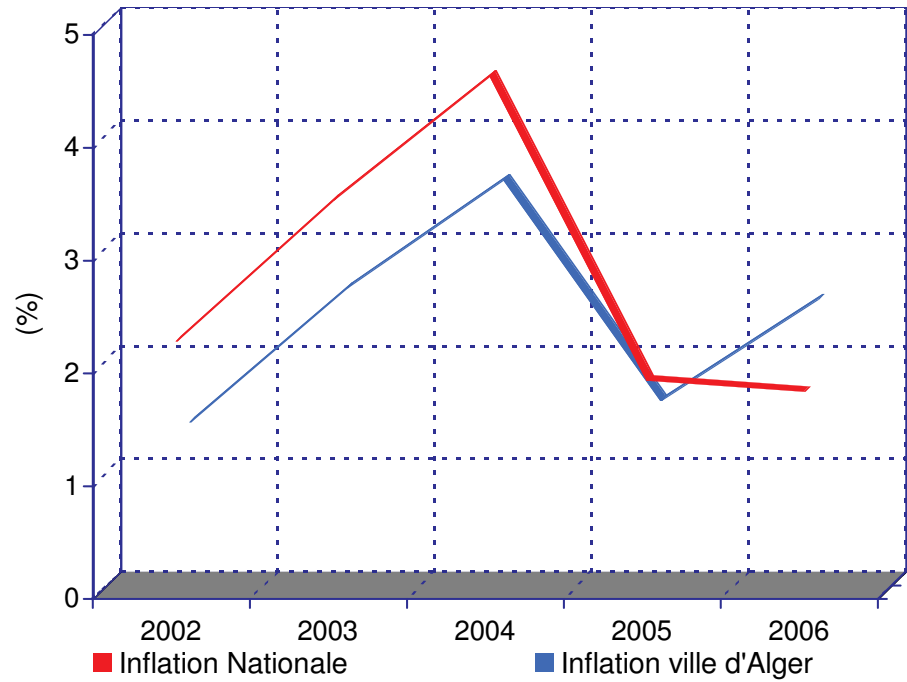
GRAPHIQUE 5

### INDICE ANNUEL



GRAPHIQUE 6

### INFLATION MOYENNE ANNUELLE



net et régulier ralentissement depuis l'année 2002 durant laquelle leurs prix avaient progressé de 2,8 %.

Après deux années successives de très forte inflation, 12,4 % et 9,2 % en 2005 et 2004, la hausse des prix des services a nettement fléchi pour atteindre 2,8 %, taux proche de la moyenne annuelle.

La hausse importante des loyers et charges locatives (3,6 % au niveau national) a été compensée par la bonne tenue des prix du groupe "transports et communication" de pondération supérieure à celle du groupe "loyer".

L'inflation "sous-jacente" ou fondamentale, mesurée par l'indice hors produits agricoles frais, est estimée à 1,4 % en 2006 contre 2,9 % l'année précédente. Après trois années de hausse de cet indicateur, le recul enregistré en 2006 met en exergue la très forte volatilité des prix des produits agricoles frais. L'inflation fondamentale de 2006 est très modérée et la plus faible depuis trois ans. Cette évolution confirme que l'inflation en 2006 est essentiellement due à la volatilité des prix des produits agricoles frais.

Enfin, le différentiel d'inflation calculé sur les moyennes annuelles mobiles entre l'Algérie et l'Europe des 15, son premier client et fournisseur, qui était défavorable s'est amélioré et est devenu à l'avantage de l'économie nationale depuis octobre 2005. En fin d'année 2006, le différentiel est devenu positif reflétant une relative détérioration des prix relatifs. En novembre et décembre 2006, les écarts des taux annuels moyens sont estimés respectivement à 0,1 et à 0,3 point de pourcentage.

La faible inflation et la stabilisation des prix relatifs militent pour la poursuite de la maîtrise des fondamentaux macroéconomiques nécessaire à l'intensification du développement économique et social dans le cadre d'une économie ouverte.

## **II.3 - SITUATION SOCIALE**

### **II.3.1 - Le développement humain**

L'indice de développement humain (IDH) établi par le Programme des Nations-Unies pour le Développement en 2005, sur la base des données économiques et sociales de l'année 2003, classe l'Algérie dans le groupe des 88 pays à développement humain moyen.

Cet indice composite utilise trois paramètres sociaux et économiques pertinents qui sont l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'instruction mesuré par la durée moyenne de scolarisation et le taux de scolarisation ainsi que le produit intérieur brut réel par habitant calculé en parité de pouvoir d'achat.

### **II.3.2 - Evolution démographique**

La population totale est estimée à 33,2 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2006 contre 32,6 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2005, en accroissement de 600 000 personnes par rapport à l'année précédente.

Le taux d'accroissement naturel de la population progresse de 0,6 point de pourcentage en 2005, passant de 16,3 pour mille à 16,9 pour mille. Cette évolution résulte du différentiel de croissance des taux de natalité et de mortalité qui ont tous deux progressé en 2005. Le taux de natalité est estimé à 21,6 pour mille en hausse de 0,69 point et le taux de mortalité augmente de 1,1 point à hauteur de 4,47 pour mille.

Le nombre de naissances vivantes est estimé à 703 000, en hausse de 4,9 %. La croissance de la population féminine en âge de procréer et l'accroissement du taux de nuptialité à hauteur de 8,5 pour mille, expliquent cette évolution démographique.

La lente mais régulière baisse du taux de fécondité (l'indice synthétique de fécondité est estimé à 2,56 enfants par femme en 2000) indique que l'Algérie est en phase de transition démographique sous l'effet conjugué des progrès de la scolarisation des générations en âge de procréer et de l'urbanisation rapide du

pays. En 2030, le taux de fécondité serait voisin du taux de renouvellement démographique, soit 2,1 enfants par femme.

### **II.3.3 - Education et situation sanitaire**

Les résultats déjà acquis en matière de scolarisation de masse sont consolidés par l'accès quasi universel à l'éducation fondamentale.

Ainsi en septembre 2006, 580 000 enfants âgés de six ans, soit 2,39 % de plus que l'année précédente, ont été inscrits en 1<sup>ère</sup> année du 1er cycle scolaire.

Pour la première fois, on enregistre une baisse des effectifs totaux scolarisés dans les trois cycles primaire, moyen et secondaire qui ont perdu 86000 élèves (1,13 %) passant de 7593000 en 2005 à 7508000 en septembre 2006. L'évolution des effectifs est cependant contrastée avec une forte croissance des effectifs du cycle moyen (10,3 %) compensée par une légère baisse de ceux du cycle primaire (2,85 %) et une considérable diminution (16,6 %) dans le cycle secondaire.

Les investissements considérables réalisés par l'Etat se sont traduits par l'expansion significative des infrastructures éducatives. Ils ont permis l'expansion des infrastructures éducatives avec l'ouverture en 2006, de 413 nouveaux établissements dont 67 lycées et 139 établissements du cycle moyen. Le parc d'établissements scolaires est constitué de 18400 écoles primaires (+0,1 % en 2004), de 4100 écoles fondamentales (+3,5 %) ainsi que de 1543 lycées (+4,5 %).

De ce fait, la taille des divisions pédagogiques continue à baisser autorisant de meilleures conditions d'enseignement. L'effectif de la division pédagogique du cycle primaire est estimé à 29 élèves, en baisse de 1 point par rapport à l'année précédente.

Malgré ces progrès, de nouvelles avancées restent à accomplir, notamment en matière de scolarisation des filles en zones rurales. En outre, pour éviter que des enfants scolarisés ne retombent dans l'illettrisme, il est indispensable d'éliminer les déperditions

en cours de scolarité et de garantir effectivement et pour tous, l'enseignement obligatoire de neuf ans.

En septembre 2006, le taux de scolarisation des enfants âgés de six ans est estimé à 97 % et celui des enfants de la classe d'âge de six à quinze ans atteint 95 %.

L'écart des taux de scolarisation entre filles et garçons se réduit progressivement. De 2,5 points inférieur au taux moyen en 2001, le taux de scolarisation des filles a partiellement comblé son retard car il n'est plus que de 1,5 point en 2005.

Ces résultats positifs doivent cependant être tempérés du fait de performances qualitatives encore faibles malgré des progrès significatifs enregistrés en matière de succès aux examens de fin de cycles.

L'analphabétisme des adultes recule mais demeure préoccupant. Les plus récentes données disponibles indiquent que 45,5 % des femmes adultes sont analphabètes et les femmes des zones rurales âgées de plus de seize ans sont majoritairement illettrées (64,1 %), alors que cette proportion régresse à 32,2 % chez les femmes urbaines.

Les progrès réalisés en matière de protection maternelle et infantile, notamment par la généralisation de l'accouchement en milieu hospitalier et par l'extension de la couverture vaccinale des enfants en bas âge, ont contribué à l'amélioration substantielle de l'état sanitaire de la population et à l'accroissement de son espérance de vie.

La mortalité maternelle suite à l'accouchement a sensiblement diminué, reculant de 17,9 points à hauteur de 99,5 décès pour 100000 accouchements mais ce taux demeure élevé comparativement à celui des pays développés (6 à 17 décès pour 100000 accouchements)

La mortalité infantile (enfants de moins d'un an), encore importante, a fortement régressé ces dernières années. Elle a perdu 6 points en quatre ans, passant de 36,9 pour mille naissances vivantes à 30,4 pour mille en 2004 et l'espérance de vie à la naissance a gagné 2,5 ans pour s'établir à 75 ans en 2006.

### **II.3.4 - Activité, emploi et chômage**

En 2006, la population active sans emploi (population en âge de travailler et cherchant un emploi) et le taux de chômage ont continué à décroître.

La population active sans emploi a baissé de 230000 personnes en un an passant de 1,47 million à 1,24 million. Selon l'enquête annuelle de l'Office National des Statistiques, le taux de chômage a baissé de 3 points de pourcentage pour s'établir à 12,3 % en octobre 2006.

La qualité des nouveaux emplois se détériore cependant. La proportion des emplois salariés précaires (contrats à durée déterminée) devient dominante. En 2006, elle est estimée à 66,3 % de l'emploi salarié total contre 42,2 % en 1996.

Le chômage des jeunes, en baisse, demeure encore élevé. Le taux de chômage de cette catégorie est estimé à 22,8 %. Alors que les jeunes actifs âgés de moins de 29 ans représentent 38 % de la population active, 70 % des chômeurs relèvent de ces classes d'âge.

La population active, constituée des personnes pourvues d'un emploi et des chômeurs, est estimée à 10,1 millions de personnes en accroissement de 4,7 %. Le taux d'activité a progressé de 1,5 point de pourcentage pour atteindre 42,5 %.

La population active urbaine est majoritaire avec 60 % de la population active totale. Les femmes représentent 17,3 % de la population active, 16,9 % des occupés et un cinquième de la population sans emploi.

Enfin, plus de la moitié de la population occupée (53,4 %) est employée dans le secteur tertiaire (commerce et services), l'agriculture regroupe 18 % des occupés et chacun des deux secteurs de l'industrie et du BTP emploie 14 % des salariés.

### **II.3.5 - Revenus**

En 2006, le produit intérieur brut par habitant est estimé à 3479,1 dollars et progresse de 11,7 % par rapport à l'année précédente. Cette forte progression est due à la forte croissance du PIB nominal d'une part et à l'appréciation modérée de la monnaie nationale par rapport au dollar (73,3627 DA/\$ en 2005 contre 72,6464 DA/\$ en 2006).

Le PIB nominal per capita a augmenté de 10,6 %, passant de 228500 dinars en 2005 à 252700 dinars en 2006.

La rémunération des salariés a progressé de 49,5 % en cinq ans et l'excédent net d'exploitation des entreprises a évolué encore plus rapidement avec une hausse de 98,5 %. La structure de la répartition s'est ainsi peu à peu modifiée en faveur des revenus non salariaux qui constituent désormais 58,7 % du PIB, en hausse de 5 points de pourcentage au cours de la période. Par contre les revenus salariaux ne représentent plus que 17,6% du PIB, en recul de 3,9 points.

Compte tenu de la hausse des prix à la consommation, estimée à 14,1 % durant cette période de cinq ans, les revenus réels, salariaux et non salariaux, se sont substantiellement améliorés.

Les revenus salariaux réels ont globalement progressé de 35,4 % et l'excédent net réel des exploitations a progressé à un rythme plus rapide, de l'ordre de 84 %.

Malgré cette amélioration significative et soutenue des revenus, on relève encore des disparités de niveau de vie persistantes qu'il convient de réduire progressivement par l'accroissement de l'emploi et par la protection sociale des populations vulnérables.